

# La voie européenne, levier d'influence des syndicats suisses

Jonas Follonier

**ANALYSE** Le talent oratoire suffirait à expliquer l'aisance avec laquelle Pierre-Yves Maillard, président de l'Union syndicale suisse (USS), a combattu lundi l'initiative de l'UDC contre un pays à 10 millions d'habitants en comparaison de ses alliés de circonstance, les représentants des employeurs. S'exprimer sans lire ses notes est devenu chose rare à Berne. Il y a cependant une autre raison à cette différence d'attitude entre les deux camps du partenariat social réunis pour défendre la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union européenne (UE) aux côtés du Conseil fédéral: dans ce dossier, intimement lié au paquet d'accords entre Berne et Bruxelles qui sera soumis aux urnes en 2027 ou 2028, le patronat est pris en tenaille par les syndicats.

Sans leur soutien, une adoption de ces traités, combattus par l'UDC, serait quasiment vouée à l'échec. Dès lors, les représentants des travailleurs font avancer leurs prérogatives face à l'Union patronale suisse (UPS) et l'Union suisse des arts et métiers (Usam), dont les membres doivent recruter du personnel étranger dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre. Sans la libre circulation, les entreprises continueraient certes d'engager des Allemands ou des Français, mais elles seraient vraisemblablement



UE. Les 13 mesures dites «d'accompagnement» à la libre circulation des personnes adoptées en mars 2025 par les partenaires sociaux sont la traduction la plus visible du rapport de force avec le patronat.

blement soumises à la lourdeur administrative d'un système de contingents. Les 13 mesures dites «d'accompagnement» à la libre circulation des personnes adoptées en mars 2025 par les partenaires sociaux sont la traduction la plus visible de ce rapport de force. Sous couvert de protection des salaires, ces dispositions rigidifient le marché suisse du travail. Du règlement des frais professionnels pour les travailleurs détachés à un délai d'annonce pour les entreprises engageant ce type

de salariés, aucune ne va dans le sens des employeurs. Les sept Sages ont même adopté une 14<sup>e</sup> mesure sans l'aval du patronat ni le moindre lien avec le dossier, à savoir une meilleure protection des représentants du personnel contre le licenciement.

## Immigration contre productivité

La libre circulation des personnes aurait moins d'intérêt pour les employeurs si les résidents travaillaient davantage – sur la durée ou à un taux

plus élevé. Ce n'est en tout cas pas le vœu du syndicat Travail. Suisse, dont le président Adrian Wüthrich était présent à la conférence de presse lundi et qui a proposé le jour même que le 1<sup>er</sup> mai soit un jour férié partout dans le pays. Mais c'est avant tout la population elle-même qui ne veut pas travailler davantage. D'une part, le 3 mars 2024, le peuple a créé un précédent en acceptant une nouvelle prestation étatique, la 13<sup>e</sup> rente AVS, sans que celle-ci soit financée, ni circonscrite à un

besoin spécifique. Le même jour, les citoyens ont rejeté le texte des Jeunes PLR proposant un alignement de l'âge de départ à la retraite sur l'espérance de vie.

D'autre part, bien que les femmes soient de plus en plus nombreuses à travailler (80,8% en 2024, contre 68,2% en 1991), la part de personnes actives occupées à temps partiel a augmenté, passant sur la même période de 25,4% à 38,7% – une hausse plus marquée chez les hommes (+13,3 points) que chez les femmes (+9,2 points), selon l'Office fédéral de la statistique. En outre, les heures supplémentaires s'amenuisent et l'absentéisme augmente, comme le pointait une étude de l'UPS en 2023. Ainsi, le temps de travail par habitant stagne.

Les syndicats tirent sagement parti de cette situation. La voie européenne est devenue leur moyen de nier la nécessité de réformes structurelles visant à répondre au besoin de main-d'œuvre ou assurer le financement de l'AVS. C'est aussi leur moyen d'entamer petit à petit la flexibilité du marché du travail qui contribue pourtant au succès de la Suisse. Et plus généralement, d'appeler à une planification de l'économie, par exemple avec un contrôle des loyers, qui gagne en attractivité à mesure que s'aggrave la pénurie de logements. C'est enfin, plus prosaïquement, leur moyen de recruter des adhérents. ■

keystone